



L'expertise territoriale et cartographique des vaincus austro-hongrois. Robert Sieger, Pál Teleki et les traités de Saint-Germain et de Trianon

Nicolas Ginsburger

► To cite this version:

Nicolas Ginsburger. L'expertise territoriale et cartographique des vaincus austro-hongrois. Robert Sieger, Pál Teleki et les traités de Saint-Germain et de Trianon. *Cartes & géomatique*, 2016, “Cartographie et traités de paix (XVe-XXe siècle)”, 228, p. 115-132. hal-01355312

HAL Id: hal-01355312

<https://hal.science/hal-01355312>

Submitted on 22 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'expertise territoriale et cartographique des vaincus austro-hongrois. Robert Sieger, Pál Teleki et les traités de Saint-Germain et de Trianon

par Nicolas GINSBURGER

Docteur en histoire contemporaine

Chercheur associé à l'équipe EHGO de l'UMR Géographie-cités (CNRS, Paris)

nicolas.ginsburger@wanadoo.fr

(in *Cartes & Géomatique*, n° 228, juin 2016, « Cartographie et traités de paix (XVe-XXe siècle) », p. 115-132)

Résumé

Après la Première Guerre mondiale, le congrès de Paris est marqué par une expertise territoriale remarquable, destinée à soutenir avec des arguments scientifiques les décisions diplomatiques et politiques menant à une nouvelle carte de l'Europe et du monde. Si l'action des géographes issus des pays vainqueurs est connue, c'est moins le cas des experts des vaincus. Cette étude entend approfondir et comparer les cas de Robert Sieger pour le traité de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche, et de Pál Teleki pour celui de Trianon avec la Hongrie. Il s'agira d'abord de comprendre d'où ces deux géographes tiraient leur légitimité d'experts, de préciser quels furent leurs rôles et leurs arguments, confrontés à ceux de leurs collègues américains et français. Enfin, on considérera la façon dont ces interventions ont été intégrées dans les discours révisionnistes se développant pendant l'entre-deux-guerres et parfois jusqu'à aujourd'hui. On essaiera ainsi de montrer que ces expertises ont certes peu pesé pendant les négociations de paix, mais qu'elles eurent une grande importance dans les représentations et la mémoire du règlement de la Grande Guerre.

Abstract

After the First World War, the Peace Conference of Paris is a moment of remarkable territorial expertise aimed at supporting diplomatic and political decisions about the definition of new borders in Europe and in the world with scientific arguments. On that matter, if the action of the geographers from the Entente countries is already well known, it is not the case for the experts of the Central Powers. This paper will study and compare the examples of Robert Sieger for the treaty of Saint-Germain-en-Laye with Austria and of Pál Teleki for the treaty of Trianon with Hungary. We shall consider here the roles they played during the negotiations, their arguments in comparison with those of their American and French colleagues and the memories of the treaties in relation with their own revisionist discourse in the Interwar period and until today for Hungary. We will show that their action influenced very little the peace negotiations themselves but had an important influence on the social and political representations of the new territories and the perception of the Peace settlement.

Introduction

La fin de la Première Guerre mondiale ouvre la voie à des négociations diplomatiques aboutissant à la signature échelonnée de traités de paix, celui de Versailles (28 juin 1919) qui règle provisoirement le cas de l'Allemagne, mais aussi celui de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche allemande (10 septembre 1919), et celui de Trianon avec la Hongrie (2 juin 1920) (Bosl 1971; Krumeich 2001; Adam 2004; Mac Millan 2006, 332-362 ; Konrad 2014). La guerre et la défaite militaire ont provoqué l'exacerbation de revendications indépendantistes exprimées depuis le XIX^e siècle dans l'Empire austro-hongrois et finalement son éclatement (Fejő 1988 ; Michel

1991 ; Rauchensteiner 2013 ; Bled 2014). La question des frontières des deux nouvelles républiques autrichienne et hongroise se pose donc avec d'autant plus d'acuité qu'il faut désormais dessiner les nouveaux Etats en Europe centrale et orientale, les créer et les stabiliser pour « mettre la région danubienne à l'abri de l'Allemagne et de la Russie bolchevique » (Soutou 2015, 340).

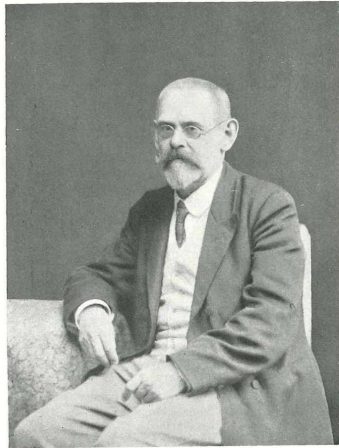
Pour ce faire, les négociations de Versailles montrent la méthode nouvelle d'une intense expertise, en particulier territoriale : la décision politique est éclairée par des géographes universitaires importants, certes aucun Allemand, mais Emmanuel De Martonne pour la France (Buirette 1998 ; Palsky 2001 et 2002 ; Boulineau 2001 ; Bariéty 2002 ; Hallair 2007 ; Bowd 2011), Isaiah Bowman pour les Etats-Unis (Martin 1980 ; Smith 2003), Eugeniusz Romer pour la Pologne (Górny 2013) et Jovan Cvijić pour la Yougoslavie (Ter Minassian 1997 ; Prévélakis 2000 ; Crampton 2015). Il en est de même pour les traités suivants, même si cela a été jusqu'ici bien peu étudié, en tout cas dans le champ historique français. Pourtant, l'Autrichien Robert Sieger (1864-1926) et le Hongrois Pál Teleki (1879-1941) sont directement impliqués dans les discussions, en contact direct avec leurs collègues experts des autres pays. L'enjeu de cette intervention scientifique est de taille : tracer les frontières selon un faisceau de critères, respectant si possible le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », c'est-à-dire le principe wilsonien des nationalités, selon leur répartition spatiale, mais également des caractéristiques liées à d'autres aspects de la géographie humaine (en particulier économique) et à une géographie physique liée à la notion traditionnelle de frontière naturelle. Ceci provoque, pendant et après le conflit, une production remarquable de discours et d'images, en particulier de considérations géopolitiques (Ginsburger 2015a) et de cartes ethnographiques (Crampton 2006 ; Culcasi, Asch 2015), à laquelle les deux géographes austro-hongrois participent activement.

Le résultat immédiat de ces expertises est bien connu, au-delà de l'affirmation de De Martonne selon laquelle « aucun traité n'a, depuis des siècles, consacré des changements dans le statut territorial de l'Europe comparable à ceux qu'[ont] sanctionnés » Saint-Germain et Trianon (De Martonne, 1920) : les géographes (des pays vainqueurs et vaincus d'ailleurs) développent des « tentatives infructueuses pour placer la science géographique au centre des négociations diplomatiques » (Kubassek 2011, 34), d'autant plus vaines que les décisions sont largement prises au moment de leur intervention. Il s'agit cependant de considérer, pour ces deux universitaires intégrés dans les délégations nationales de l'ancienne Autriche-Hongrie, dans quelle mesure ils ont produit et pensé la cartographie des traités à propos et au service de leurs pays. A ce niveau, nous allons les évoquer tout à tour à l'aide des études existantes et de nouvelles archives, pour situer leur degré de légitimité, considérer la spécificité de leur action, la teneur exacte de leurs interventions et la portée de leur expertise, à court et moyen terme.

Robert Sieger, un « travailleur subalterne » ?

Sieger (**fig. 1**) est le premier des experts territoriaux connus issus des puissances vaincues à l'issue de la Grande Guerre. Si son niveau de préparation pour les négociations de paix n'atteint pas celui des Américains de l'*Inquiry* (Gelfand 1963 ; Ginsburger 2010 ; Martin 2015) ou des Français du Comité d'Etudes (Lowczyk 2010 ; Ginsburger, 2010 ; Société de géographie 2015), il a néanmoins nourri une réflexion très intense de géographie politique avant et pendant le conflit, à l'instar de Cvijić par exemple (Ginsburger 2015b). Cependant, ce sont surtout les circonstances et le rapport de forces entre les partis des négociations qui expliquent les décisions finales, largement défavorables à l'Autriche, et le sentiment d'échec du géographe.

Entre géographie physique et géographie politique



Robert Sieger †.

Figure 1 : Portrait de Robert Sieger (source : Oberhummer, 1928)

Né à Vienne, fils d'imprimeur, Sieger fait entre 1881 et 1885 des études d'histoire et de linguistique comparée à Vienne et Berlin (Oberhummer 1928). En 1885, il est diplômé avec un travail d'histoire ancienne, puis habilité en 1894 en géographie et géomorphologie, sous la direction du professeur de géographie physique de l'université de Vienne Albrecht Penck, avec une étude sur les lacs et les plages de Scandinavie. D'abord professeur de lycée, puis chargé de cours à l'université (*Privatdozent*), il devient en 1898 professeur extraordinaire de géographie à l'académie impériale d'exportation (*k.u.k. Exportakademie*) et accède en 1905 au poste de professeur titulaire à l'université de Graz où il reste plus de 20 ans, nommé recteur en 1925-26 (Fassmann 2011, 121-123). Il s'y affirme comme un spécialiste de la géographie physique de l'Autriche et des Alpes, mais aussi de géographies commerciale, politique et humaine (*Anthropogeographie*). S'il s'intéresse beaucoup, bien que de manière critique, aux théories de géopolitique du Suédois Rudolf Kjellen, faisant plusieurs recensions de ses ouvrages entre 1903 et 1906 (Sprengel 1996, 27), c'est surtout pendant la Grande Guerre qu'il publie de nombreux articles concernant en particulier la question des frontières entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie (Sieger 1915 et 1916), de même qu'une réflexion plus théorique sur les frontières, la nature géographique de l'Etat et des peuples (Sieger 1917 et 1918), dans une forte tradition ratzélienne (Korinman 1990, 133-135 ; Schultz 1990, 1994 et 2000). Ces essais remarquables et ces études savantes le désignent pour être choisi comme expert territorial de son pays.

L'armistice avec l'Autriche-Hongrie est signé le 3 novembre 1918. Se pose notamment la question de l'*Anschluss*, mais aussi l'alternative d'une fédération danubienne, et une délégation américaine est envoyée en janvier 1919 à Vienne pour obtenir des informations complémentaires. L'historien Charles Seymour est le spécialiste de l'*Inquiry* pour l'Autriche-Hongrie (Nielson 2012), à l'origine en particulier des propositions américaines en matière de frontières en Europe centrale (Reisser 2012, 37, **fig. 2**), mais l'un des autres experts territoriaux est le géographe et géologue

Lawrence Martin (1880-1955)¹. Chef de la section géographique du Renseignement militaire de l'Armée depuis novembre 1918, attaché à la Commission américaine de négociation de la paix, il passe alors plusieurs semaines à Paris, puis en Autriche-Hongrie, en Ukraine et en Roumanie (janvier-juin 1919), pour rassembler des cartes destinées à la Conférence de Paix et faire des études de terrain sur des questions territoriales, en particulier sur le bassin de Klagenfurt en Carinthie ou sur la place des Ruthènes en Hongrie du Nord-Est. Le 26 janvier 1920, Sieger écrit à Davis : « Il y a désormais un an que j'ai eu la joie de voir ici le collègue Lawrence Martin de l'université de Wisconsin et de discuter avec lui, alors qu'il était major d'une commission de recherche et étudiait les questions frontalières. Il était très rigoureux pour ce travail². »



Figure 2 : L'éclatement de l'Autriche-Hongrie d'après le Black Book de l'Intelligence Service (janvier 1919) (source : photographie N. Ginsburger, Yale University Archives)

Un expert marginal dans la délégation autrichienne

L'invitation aux Autrichiens est envoyée le 1^{er} mai 1919. La délégation autrichienne, dirigée par le premier ministre Karl Renner, est composée au total de 60 membres, dont des députés des principaux partis politiques, 30 experts, 8 journalistes et 15 administratifs (secrétaires,...) (Bulloch 2009, 59-91). Un télégramme du 10 mai 1919, signé Allizé, ministre de France en mission extraordinaire à Vienne, signale Sieger parmi les 5 conseillers experts de la délégation, sans plus de commentaire à son sujet³ (fig. 3).

¹ Cet élève du géomorphologue de Harvard William Morris Davis soutient en 1913 un PhD sur les glaciers d'Alaska à *Cornell University*, il est entre 1903 et 1924 géologue junior à l'*US Geological Survey*, et, de 1906 à 1921, professeur assistant à l'université du Wisconsin. Mobilisé en 1917 comme instructeur en cartographie et topographie pour officiers, il devient en mars-juillet 1918 capitaine chargé de la salle des cartes du Secrétariat de la guerre et du chef d'Etat-Major, puis major au Quartier général, attaché au G-2 (Renseignement militaire) au Grand Quartier Général de l'*American Expeditionary Force* (Ehrenberg 2015).

² WMD, 438, lettre de Sieger à Davis, Graz, 26 février 1920.

³ AD, 4CPCOM (anciennement A-PAIX), 27, Autriche : personnel de la délégation (avril 1919-juin 1920).

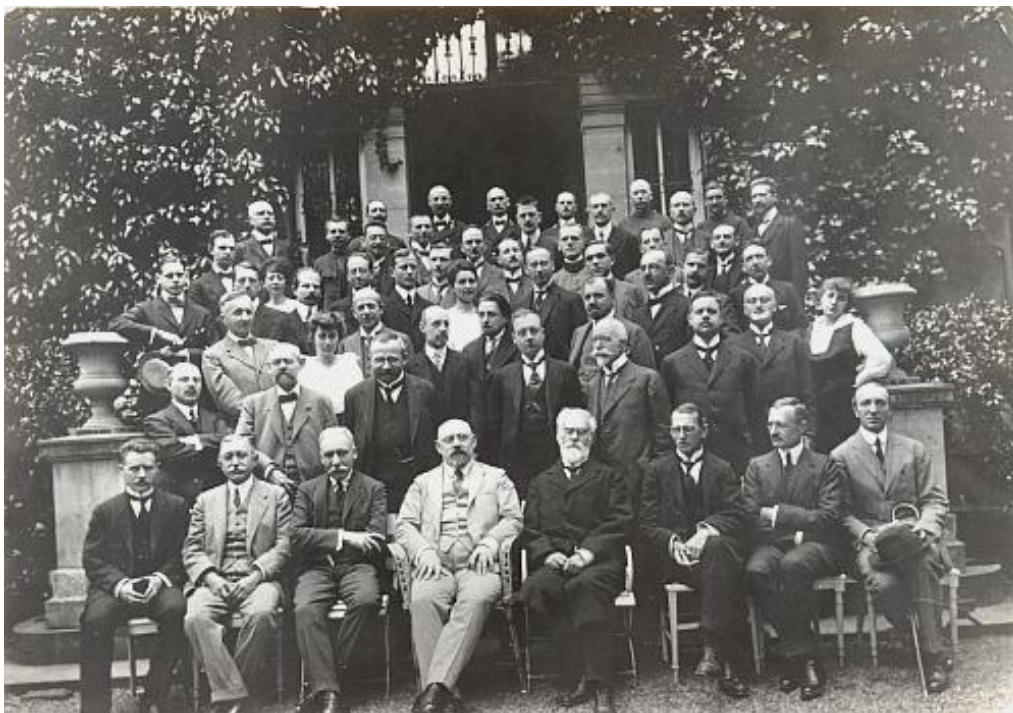


Figure 3 : La délégation autrichienne à Saint-Germain (Sieger est le deuxième à gauche, au deuxième rang).

La délégation quitte l'Autriche le 12 mai, arrive à Paris le 15, est amenée le 2 juin au château de Saint-Germain, et reçoit la première version du traité de paix : elle a quinze jours pour donner ses remarques au Conseil Suprême. Elle rentre dans ses quartiers dans un état prononcé de déprime, car les termes de la paix sont jugés plus sévères que celle avec l'Allemagne. En tant qu'expert territorial, Sieger écrit dès le 7 juin 1919 une « critique géographique de la ligne frontalière de la proposition de traité » (Zeilinger 2001), puis rentre à Graz, comme il l'indique en octobre 1919 à son collègue de Heidelberg Alfred Hettner : « J'ai peu à raconter sur moi-même : quatre semaines à Saint Germain, mais seulement pour le travail préliminaire, se distinguent du reste de l'année⁴. » Quelques mois plus tard, il écrit à Davis :

« Au début des négociations, j'étais expert géographique auprès de notre délégation de paix, en tout cas seulement le temps où nous avons eu un contact avec les hommes de l'autre camp. Nous vivions comme des prisonniers. Plus tard, je ne fus plus convoqué, et surtout, les points de vue géographiques n'ont pas été pris en compte – pour notre commission, je n'étais considéré que comme un connaisseur de cartes et un manœuvre, mais pas comme un conseiller⁵. »

La délégation remet ses commentaires sur le texte⁶, mais la première moitié du mois de juin est passée pour le Conseil de Quatre à répondre aux contre-propositions allemandes, puis le 28 juin est signé à Versailles le traité de paix avec l'Allemagne. Dans la première semaine de juillet, il y a encore des demandes d'informations et, dans les procès verbaux des séances du comité de réponse aux notes autrichienne concernant les clauses territoriales, on observe la présence aux séances d'Archibald Cary Coolidge, professeur d'histoire russe et balkanique à Harvard, et de Lawrence Martin pour les Etats-Unis, d'André Tardieu et de De Martonne pour la France, sans que les experts géographiques prennent jamais la parole. La seconde version du traité paraît le 29 juillet 1919, prenant en considération les observations autrichiennes concernant les termes

⁴ AH, lettre de Sieger à Hettner, Graz, 10 octobre 1919.

⁵ WMD, 438, lettre de Sieger à Davis, Graz, 26 février 1920.

⁶ AD, 166PAAP (Papiers Tardieu), 335, réponses alliées aux notes autrichiennes (27 mai-août 1919).

originaux de la paix, et avec des révisions favorables au vaincu⁷. Finalement, le traité de Saint Germain est signé par Renner le 10 septembre 1919. L'Autriche est le seul pays vaincu à quitter la conférence de Paris avec un gain territorial (très relatif cependant), mais aussi avec l'autorisation de garder une armée professionnelle, limitée à 30 000 hommes, malgré de très fortes réparations et de l'interdiction de se rattacher au *Reich* allemand. Les pertes territoriales et humaines sont cependant majeures. Sur près de 10,5 millions d'« Autrichiens allemands » que revendique le gouvernement de Vienne, à peine plus de 6,5 résident sur le nouveau territoire (dont 2 millions dans l'agglomération viennoise), les 4 autres se trouvant comme minorités dans des Etats non allemands⁸.

Une erreur géographique majeure ? Analyses de Saint-Germain

Dans son rapport de juin 1919, Sieger présente de nombreux arguments opposés aux frontières proposées par la première version du traité de Saint-Germain (Zeilinger 2001), tandis que du côté français, Emmanuel de Martonne en fait en 1920 un bilan beaucoup plus favorable (De Martonne, 1920), illustré par une carte indiquant la variation des frontières ainsi que les régions minières et industrielles (**fig. 4**). Les deux experts ne se sont probablement pas rencontrés à Saint-Germain, et ils n'ont pas eu connaissance des arguments l'un de l'autre, mais nous pouvons essayer de comparer en la matière leurs façons de considérer la question des frontières à propos de l'Autriche.

⁷ La frontière avec la Tchécoslovaquie est amendée (l'Autriche garde la ville de Gmünd), le bassin de Klagenfurt pour la frontière avec la Yougoslavie est suspendu à un plébiscite accordé pour octobre 1920 (il fut en faveur de l'Autriche), et quelques modifications en faveur des Allemands sont opérées dans la frontière avec la Hongrie

⁸ Au Nord, le tracé de la frontière avec la Tchécoslovaquie reprend celui, historique, avec la Bohême et la Moravie, mais aussi celui, « stratégique » ou national, faisant qu'en Bohême méridionale, de nombreux Autrichiens germanophones se retrouvent dans le territoire tchécoslovaque, de même que des enclaves linguistiques de Moravie et les territoires des Sudètes au Nord de la Bohême et de la Moldavie. Au Sud, la Carniole à majorité slovène et un large bloc de la Styrie méridionale intègrent le jeune Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. La Carinthie connaît d'abord le même sort, avant qu'une réaction locale armée, puis un plébiscite (octobre 1920) ne réduisent finalement les pertes qu'à des territoires minimes. De plus, l'Italie récupère non seulement les zones italophones de l'ancienne monarchie, mais aussi des zones presque exclusivement germanophones, dans le Tyrol, au sud du col du Brenner, provoquant le démembrement du Sud-Tyrol, moyen non pas de faire jouer le principe des nationalités, mais de compenser, aux yeux des Italiens, d'autres territoires qui leur étaient promis au titre du traité de Londres de 1915. Enfin, à la frontière orientale, l'Autriche reçoit des territoires de Hongrie occidentale (le futur Burgenland, comptant 290 000 habitants, en majorité allemands), transfert ratifié seulement en 1921, à l'exception du comitat de Sopron (Ödenburg en allemand) à l'issue d'un plébiscite où la majorité se prononce pour la Hongrie (Beller 2011, 216-217).



FIG. 1. — Les nouvelles frontières de l'Autriche (Échelle : 1 : 6 000 000 environ).

Figure 4 : Les nouvelles frontières de l'Autriche (source : De Martonne 1920)

L'argument le plus attendu est lié à l'ethnographie. Ainsi, Sieger écrit que les limites proposées ne correspondent pas à la frontière linguistique, en particulier en Autriche inférieure du Nord-Est et dans le Tyrol : il indique par exemple que dans les territoires définis comme une unité historique des pays de la couronne de Bohême, deux grands morceaux de 53 000 Allemands sont détachés de leur pays pour que 9 000 Tchèques soient rattachés à leur Etat national. Les « îlots linguistiques » (*Sprachinseln*) des communautés slovènes font également que plus de 33 000 Allemands seront incorporés à la Slovénie. De Martonne affirme quant à lui que les frontières décidées « réduisent l'Autriche à peu près exactement aux limites du groupe germanique. La frontière ne s'écarte de la limite linguistique que pour des raisons stratégiques d'importance exceptionnelle ». Il concède, concernant la frontière méridionale :

« Du côté du Sud, l'Autriche subit des amputations douloureuses qui l'isolent de la mer et qui ferment les débouchés vers le Midi. (...) C'est tout le Tyrol méridional et central qui passe à l'Italie [dont 223 000 Allemands] (...) : ce ne sont donc pas les considérations ethniques qui ont décidé ici. On a tenu compte de nécessités stratégiques invoquées par l'Italie et dont l'évidence apparaît au premier coup d'œil jeté sur une carte. (...) La situation stratégique a inspiré aussi les décisions prises du côté de Trieste, autant et plus que les considérations ethniques. »

A ce propos, Sieger affirme que les frontières proposées ne correspondent pas au « droit des peuples à l'autodétermination », c'est-à-dire au sentiment national des communautés en question : il indique que les communautés en question sont tournées vers l'Autriche allemande, notamment avec des partis politiques germaniques, et que les détacher de cette zone se fait pas la contrainte. Là encore, De Martonne le reconnaît, mais modère cette idée :

« [Au niveau de la frontière yougoslave], la Styrie et la Carinthie sont partagés entre Germains et Slovènes. La limite est assez difficile à préciser ; elle a varié notablement au cours du XIXe siècle. Une frontière la suivant aurait le tracé le plus capricieux et les inconvénients les plus évidents au point de vue stratégique et économique. On peut même douter si elle séparerait vraiment les populations suivant leurs sentiments et leurs affinités nationales. Le cours de la Drave marque à peu près l'axe d'une région mixte où les domaines du parler germain et de la langue slovène se montrent enchevêtrés. Il traverse des régions naturelles et ne les sépare pas. ».

Puis il discute les difficultés liées au bassin de Klagenfurt :

« Pour tenir compte de cette situation compliquée et confuse, on s'est décidé à l'expédient employé pour d'autres questions délicates. (...) La plus grande partie du bassin de Klagenfurt forme un territoire dont l'attribution sera décidée par un plébiscite. (...) Les limites de la zone de plébiscite ont été tracées de telle façon que l'Autriche conserve, quelle que soit la décision, la voie ferrée de Villach à Vienne par Saint Veit et Bruck. Elle passe à l'Est de Villach qui reste autrichien, sacrifiant le groupe slovène important de la vallée du Gail près d'Hermagor, et suit les crêtes au Sud de la dépression. (...) En Styrie, on a adopté une solution plus radicale. Les difficultés étaient moins grandes, quoique sensiblement du même ordre. (...) Toute la Styrie méridionale échappe donc à l'Autriche, soit (...) moins de 60 000 Allemands. Elle garde la plus grande étendue de cette province, celle qui est purement germanique et qui renferme, avec la ville de Graz, la riche région industrielle de Bruck et Leoben. »

Par ailleurs, Sieger conteste la pertinence naturelle des nouvelles limites, tant du point de vue des montagnes que des fleuves, des forêts ou des zones marécageuses. Sur la frontière méridionale, les Italiens insistent pour le Tyrol sur la notion de « bassin hydrographique » : ceci ne correspond pas, pour lui, à la réalité physique, et cette région est plutôt à considérer comme un triangle, un lieu de passage, de vallées et de cols, qui ont conditionné le peuplement historique germanophone. Concernant la frontière orientale, avec la Hongrie, Sieger regrette que la frontière naturelle du Danube soit abandonnée par le traité, ce qui ne correspond pas, selon lui, aux voies ferroviaires, et risque de détruire les ports autrichiens. De Martonne indique pourtant que le traité

« accorde à l'Autriche une faveur dont l'Allemagne n'a pas bénéficié à Versailles, et qui témoigne de l'esprit de justice ayant présidé aux délibérations des vainqueurs : un accroissement de territoire du côté de l'Est. La frontière de l'Autriche et de la Hongrie ne correspondait nullement à la limite des Magyars. (...) Un triangle de territoire allemand est ainsi sacrifié pour laisser à la Hongrie la jouissance de la voie ferrée de Győr (Raab) à Presbourg. (...) La frontière adoptée n'est à aucun égard une frontière naturelle, mais il en était de même de l'ancienne frontière. Elle a l'avantage, pour l'Autriche, d'être écartée de 40 km de la voie ferrée de Vienne à Graz et de dégager la région industrielle de Wiener Neustadt, qui touchait la frontière ancienne » (De Martonne 1920, 8).

Enfin, sur la frontière septentrionale, là aussi, Sieger affirme que la perte des lignes et nœuds ferroviaires, par exemple près de Gmünd, serait très préjudiciable à l'Etat autrichien, coupant les gares de leur arrière-pays. Il remarque ainsi que les nouvelles frontières proposées par le projet de traité ne respectent pas les régions économiques : certaines unités de vie et de travail pour les populations sont partagées entre plusieurs Etats, des zones de production agricole (maïs, sucre), dépendant des conditions climatiques, sont ainsi découpées et séparées de leurs marchés naturels, de leurs régions de consommation, instaurant des frontières commerciales et des obstacles importants, perturbant la vie économique et les échanges. Ainsi, la viabilité future de l'Autriche n'est pas garantie, tant du point de vue économique (agriculture, industrie, transports, communications et commerce) que stratégique. Le géographe de Graz est donc fondamentalement insatisfait de ces nouvelles frontières tandis que De Martonne reconnaît que c'est un sort cruel, avec une « ville mondiale » démesurée par rapport à un pays au territoire réduit, mais il ajoute :

« La position du nouvel Etat autrichien peut paraître misérable à côté de sa situation antérieure, mais cette situation n'était ni stable, ni naturelle. (...) Les relations naturelles du Tyrol sont plutôt avec l'Italie et l'Allemagne du Sud qu'avec la Basse-Autriche. Il faut oublier le passé pour essayer d'apprécier sainement la situation de la petite Autriche, en face de laquelle nous nous trouvons maintenant. Si la Suisse n'existait pas, sa création ne paraîtrait-elle pas plus étonnante et sa vie plus précaire que celle de cet Etat, alpin comme elle, isolé de la mer comme elle, mais purement germanique, et barrant la route d'un des plus grands fleuves d'Europe, le Danube ? » (De Martonne 1920, 11).

Par cette comparaison avec le voisin helvétique, De Martonne normalise donc les résultats du traité de Saint-Germain et en tire les enseignements de géographie politique (taille idéale d'un Etats-nation, adéquation avec le massif montagneux central du continent, lien avec le réseau hydrographique).

Pál Teleki, un géographe public au centre de sa délégation

La situation de Sieger, universitaire marginal dans la délégation autrichienne et poursuivant pendant les années 1920 une œuvre révisionniste de géographie politique, méditant sur ces frontières qu'il n'avait pas réussi à imposer, contraste fortement avec celle de Teleki (**fig. 5**). Figure importante mais controversée de l'histoire politique de la Hongrie dans l'entre-deux-guerres⁹ (Czettler 1996 ; Fodor 2001 ; Ablonczy 2004 ; Kubassek 2011 ; Bonicelli 2014), ce savant est également bien connu comme cartographe, à cet égard comparable à De Martonne (Krasznai 2003), et spécialiste de géographie politique (Kish 1987 ; Ablonczy 2007 ; Gyuris 2014). C'est à ce double titre qu'il occupa une place majeure dans les négociations de paix de Trianon, ne connaissant pourtant pas plus de succès que son collègue autrichien, mais jouant un rôle plus central dans la culture politique de son pays dans les années 1920 et 1930.

⁹ Nommé premier ministre en février 1939 par Horthy, il dissout d'abord plusieurs partis fascistes, mais écrit le préambule d'une loi contre les juifs. Sous la pression d'Hitler, la Hongrie quitte la S.D.N., rejoint le pacte tripartite (20 novembre 1940) pour réclamer la révision du traité de Trianon, mais se déclare militairement neutre au moment de la guerre. Le gouvernement de Teleki soutient l'Allemagne dans le démembrement de la Tchécoslovaquie et dans sa mise au pas de la Roumanie. En échange, la Transylvanie est rendue à la Hongrie. Cette politique est cependant ambiguë. Le 12 décembre 1940, il signe avec la Yougoslavie voisine un traité d'amitié, de coopération et de non-agression et tente de mettre en place un gouvernement en exil aux Etats-Unis, sur le modèle du gouvernement polonais. En avril 1941, Berlin demande à Budapest le libre passage des troupes allemandes pour attaquer la Yougoslavie, sous menace d'invasion et d'occupation, tandis qu'en cas d'acceptation de sa part des exigences allemandes, la Grande-Bretagne fait savoir qu'elle déclarerait la guerre à la Hongrie. Teleki écrit au régent Horthy une lettre le suppliant de ne pas entrer en guerre, mais il apprend que les divisions de la *Wehrmacht* en route pour la Yougoslavie viennent de traverser la frontière germano-hongroise avec l'accord du chef d'état-major hongrois, le général Werth. Il se suicide alors au pistolet, dans la nuit du 2 avril 1941. La vague de lois antisémites de son gouvernement (il signe au total 12 lois et 52 décrets antisémites) et son attitude très hésitante face à Hitler expliquent l'intense controverse qui a eu lieu au printemps 2004 dans les médias hongrois, autour d'un projet de statue que certains souhaitaient lui ériger à Budapest.

Un noble cartographe



Figure 5 : portrait de Pál Teleki en 1921

Né à Budapest en 1879, issu d'une vieille famille aristocratique d'origine transylvanienne ayant donné des hommes politiques, des naturalistes et des explorateurs (notamment son oncle Samuel Teleki), le comte Teleki, catholique conservateur polyglotte, suit des études de droit, de science politique et de géographie à l'université de Budapest et soutient en 1903 un doctorat de géographie politique sur « la question de la formation primitive de l'Etat ». Auteur d'un imposant atlas sur l'histoire de la cartographie de l'archipel japonais (1909) qui lui vaut une reconnaissance internationale précoce, il devient en 1905 député au parlement hongrois (jusqu'en 1921), en 1906 membre du comité directeur, en 1911 secrétaire général de la Société Hongroise pour la géographie (jusqu'en 1923), en 1913 membre de l'Académie hongroise des Sciences. Cette reconnaissance politique et savante accompagne un rayonnement international remarquable. Membre de la *Royal Geographical Society*, il participe en 1912 à l'Excursion transcontinentale aux Etats-Unis, organisée par Davis et l'*American Geographical Society* : il y noue des contacts académiques importants avec ses collègues français, allemands et américains. Avec la Première Guerre mondiale, il est mobilisé dans les armées austro-hongroises comme lieutenant-supérieur sur les fronts serbe puis italien entre 1914 et 1916. De 1916 à 1918, il dirige le bureau national pour les affaires des vétérans. Il joue un rôle important dans l'organisation de la « Ligue pour la protection de l'intégrité territoriale de la Hongrie » et de la « Ligue pour la protection du territoire » (la TEVEL). Conscient du besoin de documentation complète pour la future délégation hongroise à la conférence de paix, il organise une équipe de géographes, de cartographes et de statisticiens pour préparer une carte à grande échelle (1/1 000 000^e) de l'ethnographie de la Hongrie à partir du recensement de 1910, œuvre de compilation destinée à montrer que l'application du principe ethnographique était impossible dans le bassin des Carpates. Cette œuvre remarquable, appelée la « Carte rouge », est tout à fait singulière (fig. 6). Outre la figuration de l'enchevêtrement des nationalités, Teleki se pose la question des densités, conscient que, avec la méthode de la représentation par groupes majoritaires, une zone rurale de faible densité (souvent les campagnes peuplées de Roumains) peut ressembler à une zone urbaine beaucoup plus dense et peuplée. Pour résoudre cette difficulté, le géographe décide de représenter chaque nationalité par une surface proportionnelle à sa taille démographique réelle, et explique : « On a coloré dans les arrondissements de chaque comitat autant de kilomètres carrés qu'il y a de centaines d'habitants sur ces territoires » (Teleki 1920). Chaque point coloré¹⁰ d'un millimètre carré sur la carte représente donc 100 personnes d'une nationalité. Pour les villes,

¹⁰ La couleur rouge représente ici les Hongrois ; l'orange, les Allemands ; le vert les Slovaques, et le rose les Roumains.

Teleki procède différemment et choisit « d'indiquer d'une façon quelconque le débordement de la population des villes, (...) généralement [avec] des figures géométriques. » (Teleki 1920) Ces choix renvoient à la carte ethnographique de la Roumanie par De Martonne, publié en 1919 dans un des volumes des travaux du Comité d'Etudes (Palsky 2015). Ici, la méthode employée est de représenter les minorités seulement quand la nationalité dominante ne représente pas plus de 75% de la population, et de considérer les villes non pas différemment des campagnes, mais avec des diagrammes. Le résultat de Teleki est d'une force visuelle impressionnante : le rouge représentant la population magyare forme une zone compacte presque ovale, où l'on observe bien peu de régions blanches (c'est-à-dire vides), au contraire de la Transylvanie à l'Est où les Roumains et les Hongrois sont plus mêlés, mais où prédominent les faibles densités.

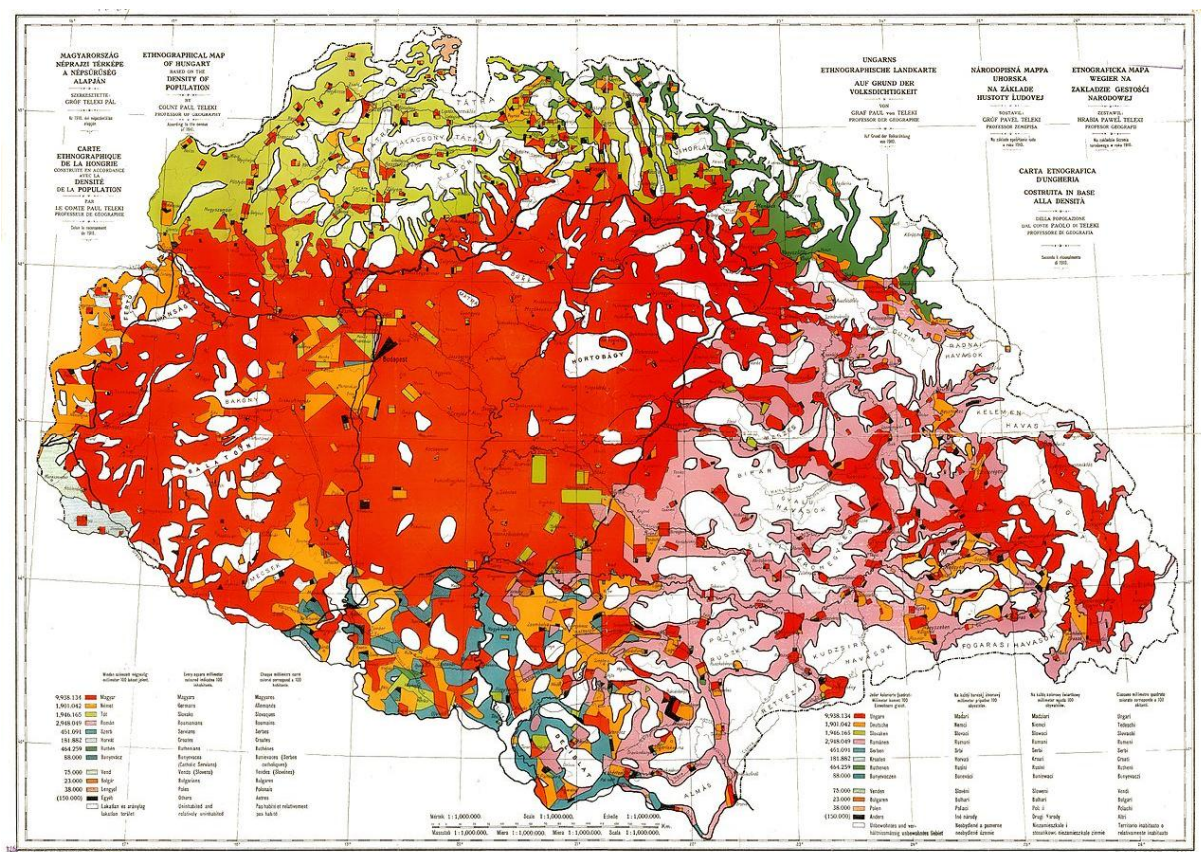


Figure 6 : La carte ethnographique de la Hongrie par Teleki, dite la « Carte Rouge ».

Un géographe d'influence ?

Avec la défaite militaire et la vague révolutionnaire, Teleki quitte la Hongrie au début de 1919 pour la Suisse pour continuer à préparer la conférence de paix, puis à Vienne. Après l'invasion roumaine¹¹ et la fin sanglante de la République des Conseils de Béla Kun, il est nommé ministre des Affaires étrangères dans l'éphémère gouvernement de Szeged. Quelques mois plus tard, la délégation hongroise est invitée à Paris. Composée de 73 personnes, dirigée par le comte Albert Apponyi, elle quitte Budapest le 5 janvier 1920. Une notice française du 15 janvier 1920 décrit le géographe comme commissaire général de la délégation et « chef d'une section du bureau pour les travaux préparatoires à la paix »¹². Avec Teleki comme cartographe, chef-adjoint et expert

¹¹ Les troupes roumaines entrent à Budapest le 3 août 1919, les Yougoslaves et les Tchécoslovaques pénètrent plus avant en Hongrie, la Roumanie occupant désormais la plus grande partie de la Hongrie et la pillant largement, et ce jusqu'en novembre, moment où la Grande-Bretagne et la France exigent le retrait des envahisseurs.

¹² AD, 4CPCOM, 27, notice sur les membres de la délégation, 15 janvier 1920.

territorial, la délégation apporte un mémorandum préliminaire et de nombreuses notes : 111 cartes, 10 pages de graphiques concernant les conditions naturelles du pays, la répartition de la population et des religions, le taux d'alphabétisation, un atlas sur l'industrie et l'agriculture du pays, une carte méticuleuse de géographie économique, rassemblés sur la base du traité de Saint-Germain qui sert en la matière de modèle, et destinés à démontrer et protéger l'unité géographique du bassin des Carpates. Les diplomates hongrois n'ont cependant guère d'illusion : les Alliés ont déjà signé les traités concernant tous ses voisins. En février 1919, les experts des Alliés avaient commencé, sous la présidence de Jules Cambon et d'André Tardieu, à débattre des questions des frontières magyaro-roumaines et magyaro-tchécoslovaques (Ter Minassian 1997, 257-258), réglant finalement la question en mai, et il y aurait eu accord pour la Hongrie si la révolution de Béla Kun puis l'intervention roumaine n'avaient pas rendu la situation instable et reporté la conclusion de la paix (Rauchensteiner 2008).

Les 7 délégués principaux reçoivent donc le texte des conditions de paix le 15 janvier 1920, avec un délai de 24 heures seulement pour présenter la position hongroise par rapport au projet. Pour préparer le discours d'Apponyi, Teleki trace sur sa « carte rouge » les nouvelles frontières proposées à la Hongrie. Dans un discours brillant, le chef de la délégation défend l'intégrité territoriale du pays, l'unité historique du bassin, notamment par des arguments économiques et géographiques, et réclame des plébiscites pour les territoires contestés. Plusieurs témoignages indiquent que, pour répondre à une question de Lloyd George, Apponyi déploie la carte de Teleki, les négociateurs se rapprochent alors de lui pour la regarder, et il est complimenté par le Britannique et Clemenceau. Deux jours plus tard, les délégués hongrois rentrent à Budapest pour informer le gouvernement. Dans son discours du 21 janvier, Teleki juge les frontières proposées totalement irréalistes, indique que des villes seront divisées en deux, et rapproche cette situation des frontières tracées en Afghanistan par les Britanniques. Il soulève la question de la défense des minorités et condamne le traité de paix pour des raisons ethnographiques, tout en annonçant que des documents étaient en préparation pour changer la situation. La délégation hongroise retourne à Paris le 11 février. La Conférence refuse d'entendre de nouveau Apponyi mais accepte de se voir soumettre 18 memoranda, coordonnés de nouveau par Teleki et soulignant particulièrement les notions d'auto-détermination et les questions de nationalités, avec cependant quelques mentions à l'unité historiques de la Hongrie. Teleki essaye également de faire jouer ses contacts avec les milieux diplomatiques français, en particulier le nouveau secrétaire général du Quai d'Orsay, Maurice Paléologue, qui reçoit la délégation hongroise le 17 mars 1920, et des négociations secrètes ont lieu en faveur de l'organisation de plébiscites dans le Banat, en Ruthénie et en Transylvanie pour les populations hongroises et allemandes.

Teleki rentre à Budapest au début du mois d'avril, pour devenir de nouveau ministre des affaires étrangères. Après divers débats dans le Parlement, le traité est signé le 4 juin 1920¹³ : pour la Hongrie, ce sont deux tiers de son territoire de 1914 et trois cinquièmes de ses habitants qui sont perdus¹⁴. « Trianon est sans conteste le plus dur de tous les « traités de la banlieue parisienne » » (Soutou 2015, 340), malgré l'activité inlassable de Teleki pour faire valoir les intérêts hongrois. Selon le témoignage de Martin, le géographe est tiré cependant la réputation d'être « un vrai génie des cartes graphiques et des atlas » (Teleki 1923, xv).

¹³ Le président du Conseil et Apponyi refusent de signer le texte pour ne pas apposer leurs noms à ce traité jugé infamant, qui est donc validé par le ministre du travail et de l'Assistance publique et un ministre plénipotentiaire.

¹⁴ Elle passe de 283 000 km² sans la Croatie à 93 000 km², de 18,2 millions d'habitants à 7,6 (8 millions à la fin de 1920 en raison du rapatriement de Magyars des territoires annexés). La Roumanie reçoit les 101 000 km² de la Transylvanie, avec 5 265 000 habitants, dont 1,7 millions de Hongrois. La Tchécoslovaquie reçoit la Haute-Hongrie et la Ruthénie, avec 3,5 millions d'habitants dont plus d'1 million de Magyars. 500 000 Magyars se retrouvent dans le Royaume des Slovaques, Croates et Serbes, 60 000 en Autriche, 6 000 en Italie (Molnar 2004, 339). Du point de vue territorial, au nord, en Haute-Hongrie, la Slovaquie rejoint la Bohême et la Moravie de la Tchécoslovaquie ; à l'est, la Transylvanie adhère au royaume de Roumanie ; au sud, la Croatie le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.

Un défi à la géographie ? Opinions sur Trianon

Comme De Martonne et dans la même revue, l'historien de Dijon Louis Eisenmann (1869-1937), spécialiste des Slaves et de l'Autriche-Hongrie, particulièrement favorable aux Tchécoslovaques, décrit à son tour les résultats du traité de Trianon (Eisenmann 1920). Il écrit ainsi : « On mesure le prix dont les Magyars paient leur responsabilité dans la guerre. Avec l'empire turc et avec l'Autriche surtout (...), le royaume de Saint-Etienne est la grande victime du cataclysme européen déchaîné en 1914. » (Eisenmann 1920). Il compare à ce niveau le sort des deux parties principales de l'Empire austro-hongrois, sur le critère de leur identité géographique :

« L'existence de l'Autriche semblait un défi à la géographie physique (...), il fallait recourir à la géographie économique et à l'influence dominante du Danube pour trouver à la durée de l'Etat autrichien une demi-justification. L'unité physique de la Hongrie, au contraire, est si puissante, si éclatante qu'elle est un exemple classique : la carte parle trop clair pour qu'il soit besoin de la commenter. C'est aussi bien le grand argument qu'invoquent les Magyars pour protester contre le démembrement de leur patrie historique. Mais il est sans valeur contre la volonté des peuples. (...) Pas plus que la doctrine allemande de la nationalité obligatoire au nom de la langue, la conscience moderne ne peut admettre la nationalité conséquence forcée du relief, de l'hydrographie ou du climat. » (Eisenmann 1920)

Pour justifier les résultats de Trianon, Eisenmann oppose donc ici aux critères de géographie physique le principe de nationalité, même si, la carte de son article en témoigne (fig. 7), il a conscience que la population magyare n'est pas toute entière incluse dans le nouvel Etat.

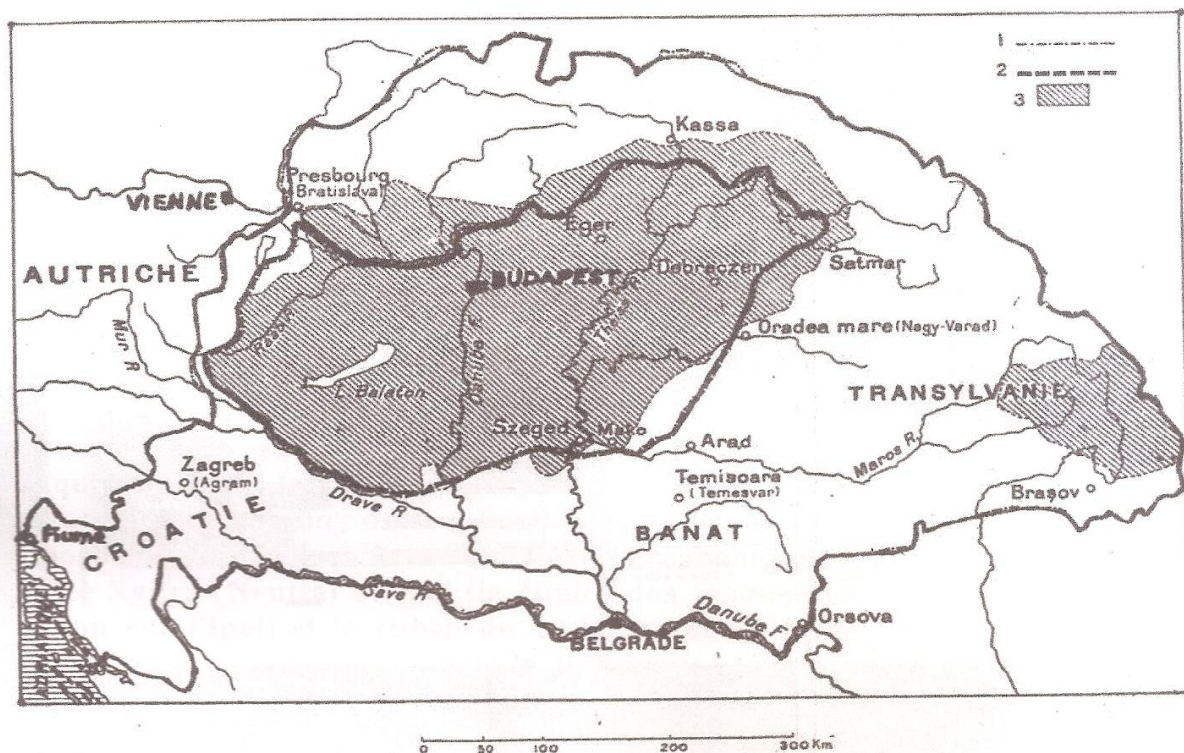


FIG. 1. — Les frontières de la nouvelle Hongrie (Échelle : 1 : 8 000 000 environ).
1, frontières de l'ancienne Hongrie. — 2, frontières de la nouvelle Hongrie. — 3, régions de population magyare.

Figure 7 : Les frontières de la nouvelle Hongrie (source : Eisenmann 1920).

Mais il utilise également un autre critère de géographie humaine, le critère économique et celui de la solidarité des entités étatiques de l'Europe centrale sur ce point :

« L'unité physique du bassin de Hongrie, qui s'est exprimée durant près de dix siècles dans l'Etat hongrois, se manifeste aujourd'hui par la dépendance réciproque de la Hongrie et de

ses voisins. Elle est leur grenier et le passage entre eux, mais aussi leur cliente née, acheteuse des produits métallurgiques et textiles de Tchécoslovaquie et peut-être d'Autriche, des pétroles de Roumanie, des bois des Carpates et de Croatie, usagère de leurs voies ferrées et fluviales et de leurs ports. Elle ne peut vivre qu'en loyale entente avec eux. » (Eisenmann 1920)

Teleki, dans sa lettre à Davis du 15 novembre 1920, n'écrit pas autre chose :

« Les frontières ont été faites sans même prendre en compte les besoins économiques. (...) La Hongrie a perdu 100% de son sel, 95% de son acier, 85% de ses forêts, et environ 92% de son bois, etc, et la moitié de son charbon. (...) Selon le traité, il nous reste une de nos mines de charbon noir, celle de Pécs, mais ce pays est encore occupé par les Serbes. (...) Nous avons une mine de charbon propre dans les environs de notre nouvelle frontière (Salgotarjan). Les mineurs vivent en partie en Tchécoslovaquie ; pour chaque mineur qui doit traverser deux fois par jour la frontière (allant et partant de son travail), nous devons payer chaque jour 5 q. de charbon. (...) Vous pouvez voir de ceci la situation impossible créée dans cette partie de l'Europe. (...) Sur chaque kilomètre de la frontière, faite sur la table à dessiner, il y a des questions difficiles ou insurmontables, grevant douloureusement la vie quotidienne des gens vivant dans cette partie du monde¹⁵. »

Teleki a donc le jugement le plus critique pour les résultats territoriaux des conférences de paix. Son analyse des problèmes économiques posées à la Hongrie par la nouvelle frontière ne tenant pas compte des réalités économiques de terrain ni des flux de travail ou des besoins généraux du pays marque ainsi sa condamnation des choix effectués pour réorganiser l'Europe, nourrie par sa propre position politique de Premier ministre.

Mémoires des traités et révisionnismes d'Europe centrale

Malgré leurs limites évidentes, les expertises de Sieger et de Teleki ont constitué des exemples importants de géographie appliquée. La production, la circulation et le commentaire de cartes ont été caractéristiques des négociations de paix, d'une manière sans doute inédite. Les cartographes-géographes pensaient sauver leurs nations des conséquences de la défaite par leur savoir mis au service des délégations nationales, leurs conseils et leur influence, mais c'est bien davantage la diplomatie, la stratégie et les intérêts des différentes nations qui ont décidé. Dès lors, l'un comme l'autre s'engagent dans des activités de propagande révisionniste à dimension savante, poursuivant une « culture de guerre » spécifique et une politisation déjà développées pendant le conflit mondial (Ginsburger 2010).

Le long remord de l'expert

Après les négociations et la signature du traité, Sieger poursuit un travail de réflexion révisionniste, à dimension clairement pangermaniste, dans le cercle des géographes professionnels. Un mois après, le 10 octobre 1919, il écrit à Hettner qu'il est très occupé au « travail passé à la défense théorique de nos frontières « naturelles » et de l'organisation pratique de cette défense littéraire à laquelle j'ai pu participer et auquel aujourd'hui des travaux appliqués s'ajoutent. Car nous voulons affirmer la vérité, même si personne ne l'entend, et aussi démentir les opposants nationaux pour des juges impartiaux futurs¹⁶. » Il envoie également quatre longues lettres en allemand à Davis, en 1919 et 1920. Dans la première, datée du 11 novembre 1919, il lui écrit :

« Ce sera de nouveau un hiver sans gaz, sans pétrole, avec trop peu de charbon, et le manque de nourriture sera encore dure que celui de l'an dernier. Vous aurez certainement appris dans les journaux américains ces choses, la situation d'un Etat qu'une frontière non-

¹⁵ WMD, 473, lettre de Teleki à Davis, Budapest, 15 novembre 1920.

¹⁶ AH, lettre de Sieger à Hettner, Graz, 10 octobre 1919.

naturelle sépare de ses ressources nécessaires.¹⁷. »

Le 26 janvier 1920, il lui certifie que Lawrence Martin, pendant son séjour à Vienne, « a manifestement reconnu la justesse des propositions [autrichiennes], fondées géographiquement, (...) – bien qu’il ne me l’ait naturellement pas dit à moi (...). Mais à Saint-Germain, on est passé au-dessus de ces dernières, de façon absurde¹⁸. » Le major américain avait depuis été expert géographe dans la *Harbord Mission* en Arménie (août-octobre 1919), puis avait voyagé en novembre-décembre en Allemagne, et était retourné aux Etats-Unis en décembre pour reprendre sa carrière universitaire. Enfin, le 26 février 1920, Sieger écrit encore à Davis :

« Notre vie scientifique et géographique se trouve devant une catastrophe. (...) C’est encore plus grave qu’en Allemagne. (...) C’est une des nombreuses conséquences de notre confiance en M. Wilson¹⁹. »

Ainsi, Sieger livre à Davis un tableau très sombre de la situation de l’Autriche et de son université de Graz, émaillée de considérations politiques acerbes. En 1921, dans une analyse des frontières et de la situation de la population germanophone en Styrie et en Carinthie, il note : « A Saint Germain, (...) le géographe n’était, dans la délégation autrichienne, qu’un travailleur subalterne et fut bientôt renvoyé chez lui, après que les réfutations contre le projet du 2 juin furent terminées. » (Sieger 1921, 23) Il ne cesse donc de ruminer, en public comme en privé, le mépris dont il a eu le sentiment de faire l’objet et les résultats à son sens désastreux des négociations. Pendant les quelques années qu’il lui reste à vivre, il continue de manière intense son œuvre de géographie politique, avec des écrits révisionnistes importants, autant du point de vue théorique (Sieger 1926) que plus politiques, destinés à un plus large public : il publie ainsi plus de 100 articles, d’abord sur le problème des frontières austro-hongroises et yougoslaves, dans des journaux quotidiens, des hebdomadaires ou des mensuels nationaux (Morawetz 1971, 12). Avec d’autres géographes germaniques (Korinman 1990 ; Mehmel 1995 ; Herb 1997 et 2015 ; Murphy 1997 ; Zauzig 2007), il répète sans fin ses critiques à l’encontre des nouvelles frontières, même s’il est relativement frileux à l’égard de la *Geopolitik* naissante de Karl Haushofer, attaché à une géographie politique qu’il juge plus scientifique et recourant bien peu à la cartographie dans ses publications.

Un scientifique révisionniste mais international

A la suite des négociations, Teleki devient quant à lui d’abord un homme politique de premier plan. Suite au traité, une crise politique amène le régent Miklós Horthy à lui demander de former un nouveau gouvernement, le 15 juillet 1920 : il dure 9 mois, jusqu’en mai 1921, et se caractérise par son conservatisme, la mise en place d’une réforme agraire et d’un *numerus clausus* à l’encontre des Juifs à l’université, mais aussi par l’instabilité de la situation intérieure²⁰. Après cet épisode gouvernemental, Teleki prend la direction de l’Institut nouveau de géographie économique de l’université de Budapest (qui s’occupait alors essentiellement de géographie physique et de géologie) et fonde la Faculté de sciences économiques. Il reste l’une des personnalités politiques les plus en vue de la vie politique interne du pays, mais se consacre surtout à des travaux savants destinés à alimenter le révisionnisme hongrois²¹, à la fois organisateur et idéologue, notamment en faveur des minorités nationales dans les pays voisins, en Slovaquie, en Transylvanie et en Serbie : il devient le 12 août 1921 chef du centre en charge des organisation de la propagande irrédentistes (le « Bureau Teleki »), dirige plusieurs ouvrages sur les communautés hongroises

¹⁷ WMD, 438, lettre de Sieger à Davis, Graz, 11 novembre 1919.

¹⁸ WMD, 438, lettre de Sieger à Davis, Graz, 26 février 1920.

¹⁹ WMD, 438, lettre de Sieger à Davis, Graz, 26 février 1920.

²⁰ En particulier des tentatives de revanche de la république des soviets de Béla Kun, l’instauration de quotas antisémites et une crise politique résultant des tentatives de restauration par Charles de Habsbourg.

²¹ Dans l’entre-deux-guerres, la révision des frontières était à la fois un des buts politiques principaux du régime conservateur, autoritaire et anticommuniste de l’amiral Horthy, objectif partagé par les toutes les forces politiques du pays, qui différaient « surtout sur la nature et l’étendue de cette révision ardemment souhaitée » (Ablonczy, Ablonczy 2012, 40).

dans le bassin des Carpates, notamment dans le cadre de l'Institut sociographique hongrois, créé en 1924 sous les auspices de l'Académie hongroise des sciences. Cartes postales, affiches et actualités cinématographiques utilisant l'image de la « carte rouge », devenue une icône de la « Grande Hongrie », sont également publiées en grand nombre, manifestant ces revendications politiques : ces images « irrédentistes » ont permis de diffuser, pendant et après les négociations, cette représentation scientifique complexe dans toutes les couches de la société, par l'intermédiaire de différents médias (enseignement, imprimerie, cinéma, presse) (Krasznai 2007, 2008 et 2011). Il en est ainsi par exemple d'une affiche de Dulácska publiée en 1927, intitulée « Trianon. Avez-vous oublié ? » (**fig. 8**) : au centre, une forme grise représentant la tache rouge de la carte de Teleki, entouré de zones grises plus claires rappelant les territoires perdus à reconquérir, réactivait le souvenir de Trianon, devenu un « dramatique lieu de mémoire » (Konrad 2014, 665).



Figure 8 : affiche de Dulácska sur Trianon, 1927 (Musée national hongrois).

Ce thème ressurgit après 1990 avec la fondation du parti d'extrême-droite MIEP (Parti de la justice et de la vie hongroises) d'István Csurka, à l'origine en raison de la ratification du traité hungaro-ukrainien en mai 1993 proclamant l'intangibilité des frontières et l'abandon de revendications territoriales (Ablonczy, Ablonczy 2012). Le parti Fidesz (Union civique hongroise) de Victor Orban, au pouvoir depuis sa victoire aux législatives d'avril 2010, a remis au cœur de la Loi fondamentale du 1^{er} janvier 2012 la notion de « Grande Hongrie », réunissant tous les Hongrois vivant hors du pays, et remettant en cause les frontières avec les Etats voisins, en particulier la Roumanie (Reynié 2013, 292-296). Aujourd'hui encore, l'observateur attentif peut ainsi voir dans le paysage public de certaines villes des mémoriaux rappelant Trianon, par exemple à Kecskemét. Dans cette ville touristique de la « Grande Plaine » hongroise (*Nagyalföld*), très connue pour ses magnifiques bâtiments Art nouveau, on trouve ainsi, à côté de l'hôtel de ville, un monument (**fig. 9**) composé d'une statue présentant les armes du pays, mais surtout au

sol une grande représentation en pierre de la carte de la « nouvelle Hongrie », inspirée de celle de Teleki, surélevé par rapport à l'image des territoires perdus, avec la mention des distances séparant ce lieu de diverses villes italiennes, serbes ou roumaines, toujours revendiquées²².



Figure 9 : Mémorial de Trianon de Kecskemét.

Cependant, cette activité révisionniste intense est couplée à un certain universalisme pacifiste. Ainsi, en octobre 1924, il devient membre-expert de la Commission de Mossoul, visant à régler le conflit entre la Turquie et la Grande-Bretagne et à établir le tracé de la frontière turco-irakienne : c'est la première fois qu'un chercheur des puissances centrales participe à une commission internationale de la SDN, et son rapport, rendu public en août 1925 après un intense travail sur le terrain, est largement en faveur des Kurdes, pour des raisons ethnographiques, ce qui est refusé par la Turquie (Gábor, Klinghammer 1999 ; Kovacs 2004). De plus, il continue à dialoguer avec ses collègues géographes, en particulier américains. Président du Conseil, il écrit à Davis :

« Le futur économique de tous les nouveaux Etats est en très grand danger. (...) La vie de ces Etats, comme prévue par certaines personnes défendant le travail de la Conférence de paix, serait possible seulement s'ils pouvaient s'unir dans un grand Etat commun de la Baltique jusqu'à la Méditerranée. Mais comment cela est-il possible avec des Etats qui ont été de si grands ennemis ?²³ »

Cette vision du fait que le traité soit « évolutif » et laisse « la porte ouverte à une reprise de la coopération régionale danubienne sur le plan économique » (Gradwohl 2013) est donc bien présente ici, malgré la contestation du découpage territorial de Trianon. Quelques années plus tard, il travaille également avec Lawrence Martin. Enseignant dans diverses universités américaines, ce dernier est également entre 1920 et 1924 *drafting officer* au Département d'Etat, et signe une préface biographique très élogieuse dans l'ouvrage du Hongrois sur l'évolution territoriale de son pays, issu de conférences données en août 1921 aux Etats-Unis (Teleki 1923). Cette coopération des deux hommes précède de peu la conversion totale de l'Américain au métier

²² On ne sait pas cependant si ce mémorial date de l'entre-deux-guerres ou du début du XXIème siècle.

²³ WMD, 473, lettre de Teleki à Davis, Budapest, 15 novembre 1920.

de cartographe officiel, devenant en 1924 chef du département des cartes de la Bibliothèque du Congrès de Washington D. C. pour plus de vingt ans (Ehrenberg 2015).

Conclusion

Le 26 janvier 1920, Sieger écrit à Davis : « Je dois rejeter toute responsabilité pour ce qui a été proposé [pendant Trianon], et qui plus est pour les résultats, et je le ferai aussi publiquement en face des spécialistes²⁴. » Teleki, pour sa part, affirme :

« Je suis plutôt d'accord avec vous pour dire que les conseils de nos collègues qui ont travaillé dans la Commission de Paix à Paris n'ont pas été consultés fréquemment, parce que ce qui a été fait est peut-être une construction homogène du point de vue d'un juriste assis entre quatre murs. Mais, en me limitant à la plus stricte objectivité, je dois vous dire que, de notre point de vue – celui d'un géographe regardant la vie comme une évolution très compliquée et embrouillée – de terribles erreurs ont été faites concernant surtout cette partie de l'Europe²⁵. »

Les deux géographes sont donc d'accord : du point de vue scientifique, les traités de Saint-Germain et de Trianon sont très insatisfaisants. En Hongrie, toute la responsabilité en est attribuée au traité de Trianon, qui ne fait pourtant qu'entériner un état de fait provoqué dès l'effondrement de la monarchie par l'occupation des parties convoitées par les Etats voisins, « dépeçage [qui] frappe les Hongrois à la manière d'un boomerang » (Bled 2014, 438) mais qui nourrit le sentiment d'une « injustice flagrante » nourrissant un révisionnisme virulent dans l'entre-deux-guerres, créant « une région instable et de nouveaux foyers de conflits ethniques, sans parler du sentiment de frustration des Hongrois, principales victimes de ce règlement de paix abusif et malheureux » (Molnar 2004, 327 et 339-341). Teleki occupe une place particulière dans cette mémoire, et son action pendant et après les négociations a eu un effet majeur sur « l'outillage mental » de la politique hongroise et des relations internationales, renforcé par sa stature politique. Si l'efficacité de ses cartes a été très limitée dans le cadre diplomatique, elles ont permis l'émergence de « mental maps » persistantes, alimentant des revendications territoriales encore présentes aujourd'hui. Quant à Sieger, cette expérience d'expertise malheureuse enrichit cependant sa pensée de géographie politique : ses arguments mêlent géographie physique et morphologie, considérations linguistiques et ethnographiques, géographies économique et commerciale, stratégique et militaire, participant, au-delà du révisionnisme germanique d'entre-deux-guerres, à une réflexion complexe sur la notion de frontière juste.

Archives et sources

Arch. de l'université de Heidelberg, fonds Alfred Hettner (AH).

Arch. de l'université Harvard (Cambridge, Etats-Unis), fonds William Morris Davis (WMD).

Arch. diplomatiques (La Courneuve) (AD).

De Martonne E., 1920, « Le traité de Saint-Germain et le démembrement de l'Autriche », *Annales de géographie*, t. 29, n°157, p. 1-11.

Eisenmann L., 1920, « La nouvelle Hongrie », *Annales de géographie*, t. 29, n°161, p. 321-333.

Sieger R., 1915, « Die sogenannten „Naturgrenzen Italiens“ », *Österreichische Rundschau*, XLIII, n°6, p. 282-290.

Sieger R., 1916, *Die geographischen Grundlagen der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihrer Aussenpolitik*, Leipzig-Berlin, Teubner.

Sieger R., 1917, « Zur politisch-geographischen Terminologie, I, Nation, Volk, Nationalität », *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 9/10, p. 497-529 et 1918, II, Natürliche und politische Grenzen, *Ibid*, 53, 1-2, p. 48-70.

Sieger R., 1918, *Der österreichische Staatsgedanke und seine geographischen Grundlagen*, Vienne et Leipzig, Fromme.

Sieger R., 1921, « Das neue Grenz- und Auslandsdeutschum in Kärnten und Steiermark », in Grothe H., dir., *Grenzlanddeutschum. Ein Überblick über die völkischen, wirtschaftlichen und geistigen Wert der Deutschstämmigen unserer Grenzlande*, Sonderheft von Deutsche Kultur in der Welt, t. 4, p. 17-25.

²⁴ WMD, 438, lettre de Sieger à Davis, Graz, 26 février 1920.

²⁵ WMD, 473, lettre de Teleki à Davis, Budapest, 15 novembre 1920.

Sieger R., 1926, « Die geographische Lehre von Grenzen und ihre praktische Bedeutung », dans *Verhandlungen des 21 Deutschen Geographentages, Breslau, 1925*, Berlin, Reimer, p. 197-211.
 Teleki P., 1920, *La carte ethnographique de la Hongrie basée sur la densité de population (Ethnographical Map of Hungary based on the Density of Population 1/1 000 000)*, Paris/Budapest/La Haye.
 Teleki P., 1923, *The Evolution of Hungary and its Place in European history*, New York, The Macmillan Company

Bibliographie

Ablonczy B., 2004, « The Days of His Excellency. An Attempt to Analyze the Calendar of Prime-Minister Pal Teleki », *Coral - Journal of Social History*, 17, p. 193-206.
 Ablonczy B., 2007, *Pal Teleki, 1874-1941: The Life of a Controversial Hungarian Politician*, Columbia University Press, Eastern European Monographs, 2007.
 Ablonczy B., Ablonczy B., « L'extrême droite en Hongrie. Racines, culture, espace », *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, 1^{er} trimestre 2012, n° 144, p. 38-59.
 Adam M., dir., 2004, *The Versailles System and Central Europe*, Variorum Collected Studies Series, Aldershot et Burlington, Ashgate.
 Bariéty J., 2002, « La Grande Guerre (1914-1919) et les géographes français », *Relations internationales*, 109, printemps, p. 7-24.
 Beller S., 2011, *Histoire de l'Autriche*, Paris, Perrin.
 Bled J.-P., 2014, *L'agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920*, Paris, Tallandier.
 Bonicelli F. V., 2014, *Teleki Pal, un uomo controverso e alcuni saggi*, Acqui Terme, Impressioni Grafiche.
 Bosl K., dir., 1971, *Versailles – Saint-Germain – Trianon. Umbruch in Europa vor fünfzig Jahren*, Vienne et Munich, Oldenbourg.
 Boulineau E., 2001, « Un géographe traceur de frontières : Emmanuel de Martonne et la Roumanie », *L'Espace géographique*, 4, p. 358-369.
 Bowd G., 2011, « Emmanuel de Martonne et la naissance de la Grande Roumanie », *Revue Roumaine de Géographie*, 55-2, p. 103-120
 Buirette O., 1998, « Géographes et frontières : le rôle d'Emmanuel de Martonne au sein du Comité d'étude lors de la conférence de la Paix », dans Giblin B., Lacoste Y., dir., *Géohistoire de l'Europe médiane*, Paris, Livres Hérodote, p. 149-163.
 Bulloch J., 2009, *Karl Renner. Austria, Markers of the Modern World, The peace conferences of 1919-23 and their aftermath*, Londres, Has Histories.
 Crampton J. W., 2006, « The Cartographic Calculation of Space: Race Mapping and the Balkans at the Paris Peace Conference of 1919 », *Social and Cultural Geography*, Vol. 7(5), p. 731-752.
 Crampton J. W., 2015, « Cvijić, Jovan », dans Monmonier M. S., dir., *Cartography in the Twentieth Century*, vol. 6 de *The History of Cartography*, Chicago, University of Chicago, p. 294-296.
 Culcasi K., Asch C. R., 2015, « Ethnographic Map », dans Monmonier M. S., dir., *Cartography in the Twentieth Century*, vol. 6 de *The History of Cartography*, Chicago, University of Chicago, p. 409-413.
 Czettler A., 1996, *Pal Graf Teleki und die Aussenpolitik Ungarns 1939-1941*. Studia Hungarica 43, Munich, Verlag Ungarisches Institut.
 Ehrenberg R. E., 2015, « Martin, Lawrence », dans Monmonier M. S., dir., *Cartography in the Twentieth Century*, vol. 6 de *The History of Cartography*, Chicago, University of Chicago, p. 863-864.
 Fassmann H., 2011, « Universitäre Geographie in Graz : ein Rückblick », dans Acham K., dir., *Rechts-, Sozial- und Wirtschaftswissenschaften aus Graz zwischen empirischer Analyse und normativer Handlungsanweisung: wissenschaftsgeschichtliche Befunde aus drei Jahrhunderten*, Vienne, Cologne, Weimar, Böhlau Verlag, *Kunst und Wissenschaft aus Graz*, t. 3, p. 117-129.
 Fejtő F., 1988, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Lieu Commun.
 Fodor F., 2001, *Teleki Pál*, Mike, Budapest.
 Gelfand L. E., 1963, *The Inquiry: American Preparations for Peace, 1917-1919*, New Haven, Yale University Press.
 Gercsák G., Klinghammer I., 1999, « Der ungarische Geograph Pál Teleki als Mitglied der Mossul-Kommission », *Cartographica Helvetica*, 19, janvier, p. 17-25.
 Ginsburger N., 2010, « La guerre, la plus terrible des érosions ». *Cultures de guerre et géographes universitaires Allemagne-France-Etats-Unis (1914-1921)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, Université de Paris Ouest Nanterre-La Défense.
 Ginsburger N., 2015a, « André Chéradame et l'émergence d'une cartographie géopolitique de guerre en 1916 », *Cartes & Géomatique*, N° 223, mars, numéro spécial « 14/18 : La Guerre en cartes », p. 79-90.
 Ginsburger N., 2015b, « Les Balkans avec ou sans Cvijić. Géographes et géologues universitaires austro-allemands, français et serbes dans un espace européen périphérique (1893-1934) », dans Clerc, P., Robic, M.-C., dir., *Des géographes hors-les-murs ? Itinéraires dans un Monde en mouvement (1900-1940)*, Paris, L'Harmattan, p. 323-354.
 Górný M., 2013, « Der Krieg der Karten. Geografen und Grenzziehungen in Ostmittel- und Südosteuropa 1914-1920 », *Střed. Časopis pro mezinárodní studia Střední Evropy 19. a 20. století (Centre. Journal for Indisciplinary Studies of Central Europe in the 19th and 20th Centuries)*, 1, p. 9-40.
 Gradwohl P., 2013, « La Hongrie comme révélateur de l'aporie de la stratégie française en Europe centrale après 1918 », *Revue historique des armées*, 270, p. 48-59.

- Gyuris F., 2014, « Human Geography, Cartography and Statistics : a Toolkit for Geopolitical Goals in Hungary until World War II », *Hungarian Cultural Studies. E-Journal of the American Hungarian Educators Association*, vol. 7 (<http://ahea.pitt.edu>).
- Hallair G., 2007, *Le géographe Emmanuel de Martonne et l'Europe Centrale*, Paris, Prodig, Grafigéo, 33.
- Herb G. H., 1997, *Under the Map of Germany: Nationalism and Propaganda, 1918-1945*, Lonres, Routledge.
- Herb G. H., 2015, « Geopolitics and Cartography », dans Monmonier M. S., dir., *Cartography in the Twentieth Century*, vol. 6 de *The History of Cartography*, Chicago, University of Chicago, p. 539-548.
- Kish G., 1987, « Paul Teleki (1879-1941) », *Geographers*, vol. 11, p. 139-143.
- Konrad H., 2014, « Bâtir la paix », in Winter J. (dir.), *La Première Guerre mondiale*, t. 2 : Etats, Paris, Fayard, p. 647-678.
- Korinman M., 1990, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard.
- Kovacs P., 2004, « Paul Teleki et le règlement de l'affaire de Mossoul dans la Société des Nations », *Studia Iuris Gentium Miskolcensis. Tomus II. Historia ante portas. L'histoire en droit international. History in International Law*, Miskolc, p. 188-220.
- Krasznai Z., 2003, « Szakértelem és geopolitika : földrajztudósok az első világháború után. Emmanuel de Martonne et Pál Teleki », dans *Léptékváltó társadalomtörténet. Benda Gyula tiszteletére*, Hermész kör-Osiris, Budapest, p. 345-365.
- Krasznai Z., 2007, « Idéologie, propagande et diplomatie en Hongrie : la région frontière de la Subcarpatie dans l'entre-deux-guerres », dans Coeuré S., Dullin S., dir., *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, p. 144-164.
- Krasznai Z., 2008, « Transformation d'une notion régionale. De l'appropriation scientifique à la politique nationale. Le cas de Kisalföld (1860-1950) », dans Atelier-Iskola, *Tanulmányok Granasztói György tiszteletére*, Atelier, Budapest, p. 156-174.
- Krasznai Z., 2011, *Földrajztudomány, oktatás és propaganda. A nemzeti terület reprezentációja a két világháború közötti Magyarországon* (« Géographie scientifique, enseignement et propagande. Les représentations du territoire national en Hongrie à l'époque de l'entre-deux-guerres »), thèse de doctorat d'histoire (en hongrois, résumé et extraits en français), co-tutelle EHESS (Paris) et Université de Budapest (publié sous le même titre hongrois, Pécs, Publikon kiadó, 2012).
- Krumeich G., dir., 2001, *Versailles 1919, Ziele, Wirkung, Wahrnehmung*, Essen, Klartext Verlag.
- Kubassek J., 2011, « Pál Teleki ou les espoirs de renaissance de la nation hongroise dans l'entre-deux-guerres », *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, N° 140, mars, p. 31-45.
- Lowczyk O., 2010, *La Fabrique de la Paix. Du Comité d'études à la Conférence de la paix, l'élaboration par la France des traités de la Première Guerre mondiale*, Paris, Economica / Institut de Stratégie Comparée.
- Mac Millan M., 2006, *Les artisans de la Paix. Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, Paris, JC Lattès.
- Martin G. J., 1980, *The Life and Thought of Isaiah Bowman*, Hamden, Conn., Archon Books.
- Martin G. J., 2015, *American Geography and Geographers : Toward Geographic Science*, Oxford, Oxford University Press.
- Mehmel A., 1995, « Deutsche Revisionspolitik in der Geographie nach dem Ersten Weltkrieg », *Geographische Rundschau*, 9, septembre, 498-505.
- Michel B., 1991, *La chute de l'empire austro-hongrois 1916-1918*, Paris, Robert Laffont.
- Molnar M., 2004, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, Tempus.
- Morawetz S., 1971, *Hundert Jahre Geographie an der Karl-Franzens-Universität in Graz 1871-1971*, Graz, Arbeiten aus dem Geographischen Institut der Universität Graz, 15.
- Murphy D. T., 1997, *The Heroic Earth: Geopolitical Thought in Weimar Germany, 1918-1933*, Kent, OH, Kent State University Press.
- Nielson J. M., 2012, *American Historians in War & Peace. Patriotism, diplomacy and the Paris Peace Conference 1918-1919*, Bethesda, Dublin, Palo Alto, Academica Press.
- Oberhummer E., 1928, « Robert Sieger », *Mitteilungen der Geographischen Gesellschaft*, Vienne, 71.
- Palsky G., 2001, « Emmanuel de Martonne et la cartographie ethnographique de l'Europe Centrale (1917-1920) », *Bulletin du Comité Français de Cartographie*, 169-170, p. 76-85.
- Palsky G., 2002, « Emmanuel de Martonne and the Ethnographical Cartography of Central Europe (1917-1920) », *Imago Mundi*, 54, p. 111-119.
- Palsky G., 2015, « Martonne, Emmanuel de », dans Monmonier M. S., dir., *Cartography in the Twentieth Century*, vol. 6 de *The History of Cartography*, Chicago, University of Chicago, p. 864-867.
- Prévelakis G., 2000, « Le géographe serbe Jovan Cvijić et la « guerre des cartes » macédonienne », dans Balland D., dir., *Hommes et terres d'Islam. Mélanges offerts à Xavier de Planhol*, t. II, Téhéran, Institut français de recherche en Iran, Bibliothèque iranienne 53, p. 257-276.
- Rauchensteiner M., 2008, « La Hongrie, 1918-1920 : Dix gouvernements en vingt mois », dans Audoin-Rouzeau S., Prochasson C., dir., *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après 1918*, Paris, Tallandier, p. 187-206.
- Rauchensteiner M., 2013, *Der erste Weltkrieg und das Ende der Habsburgermonarchie*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag [édition originale, 1993].
- Reisser W. J., 2012, *The Black Book. Woodrow Wilson's Secret Plan for Peace*, Lexington Books, Lanham.
- Reynié D., *Les nouveaux populismes*, Paris, Fayard, 2013.
- Schultz H.-D., 1990, « Deutschlands „natürliche Grenzen“ » dans Demandt A., dir., *Deutschlands Grenzen in der Geschichte*, Munich, Beck, p. 33-88.

- Schultz H.-D., 1994, « Les frontières allemandes dans l'histoire : un "diktat" de la Géographie? », *Revue Germanique Internationale*, 1, p. 107-121.
- Schultz H.-D., 2000, « Die deutsche Geographie im 19. Jahrhundert und die Lehre Friedrich Ratzels », dans Diekmann I., Krüger P., Schoeps J. H., dir., *Geopolitik. Grenzgänge im Zeitgeist*, t. 1. 1890 bis 1945, Potsdam, p. 39-84.
- Smith N., 2003, *American Empire. Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- Société de géographie de Paris, 2015, *Les experts français et les frontières d'après-guerre. Les procès-verbaux du comité d'études 1917-1919*, introduction et notes par I. Davion, Préface de G.-H. Soutou, *Supplément au Bulletin de liaison des membres de la Société de Géographie*, juin.
- Soutou G.-H., 2015, *La grande illusion. Quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Paris, Tallandier.
- Sprengel R., 1996, *Kritik der Geopolitik: ein deutscher Diskurs (1914-1944)*, Berlin, Akademie Verlag.
- Ter Minassian T., 1997, « Les géographes français et la délimitation des frontières balkaniques à la conférence de la paix en 1919 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 44(2), p. 252-286.
- Zauzig O., 2007, *Die Brennergrenze im Spiegel geographischer Arbeiten. Analyse des Entstehungsprozesses und der Legitimation einer politischen Grenze*, Master, Universität Humboldt, Berlin, Institut de géographie, dir. H.-D. Schultz et B. Freund.
- Zeilingner R., 2001, « Geopolitische Begründung nationalstaatlicher Grenzen : Robert Sieger und seine « Geographische Kritik der Grenzlinie des Vertragsentwurfs » von 1919 » dans *Kritische Geographie*, dir., *Geopolitik. Zur Ideologiekritik politischer Raumkonzepte*, Forschung ProMedia, p. 64-77.